

TRIBUNE

Défendons l'école face aux offensives de l'extrême droite

Les projets visant à plus d'égalité entre filles et garçons, de l'aménagement des cours d'école aux cours d'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle, sont massivement attaqués par l'extrême droite. Une désinformation grossière et une vision rétrograde des missions de l'école, dénonce l'association Parents & Féministes.

Par L'association Parents & féministes

Il y a deux sujets sur lesquels l'extrême droite ne change pas : sa défense systématique d'un ordre inégalitaire et sexiste entre les filles et les garçons, et ses attaques contre l'école. Galvanisés notamment par [la suppression des ABCD de l'égalité](#) en 2014, les réactionnaires se mobilisent dès qu'une politique publique tente de faire progresser l'égalité. Actuellement, l'agenda des droites dures se déploie sur deux sujets : les cours d'école et l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle (Evars).

La ville de Strasbourg en a fait les frais. Comme d'autres communes, la capitale alsacienne veut repenser les cours d'école en les végétalisant et en imaginant des espaces plus inclusifs. Les sciences sociales ont en effet observé que 80 % des surfaces des cours d'école sont utilisées par 30 % des élèves, généralement les garçons les plus âgés. Depuis plusieurs semaines, l'extrême droite se déchaîne contre une méthode innovante (et peu coûteuse) déployée par la ville pour évaluer l'impact de ses travaux de réaménagement sur l'occupation de l'espace : des gilets connectés portés par les enfants pour tracer (de manière anonymisée) leurs déplacements pendant les récréations. Taxée de « progressisme totalitaire » [par les médias Bolloré](#), avec d'autant plus de hargne que la mairie assume un positionnement féministe et écologiste, l'initiative a ensuite été attaquée massivement par les mouvements d'extrême droite qui répandent sur les réseaux sociaux de fausses informations : on pucerait les enfants, on interdirait le foot dans la cour, on agirait en catimini, cela coûterait des millions d'euros. Ces critiques sont hors sol et relèvent de l'intimidation et du cyberharcèlement.

L'égalité présentée comme un combat militant

L'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle est également attaquée, au niveau national cette fois. Sous pression de groupes comme SOS Education, le Syndicat de la famille (émanation directe de la Manif pour tous) ou Parents vigilants (réseau proche d'Eric Zemmour), [le ministre démissionnaire délégué à la réussite scolaire Alexandre Portier](#) a annoncé au Sénat « *s'engager personnellement pour que la théorie du genre ne trouve pas sa place dans nos écoles* ». L'offensive repose à nouveau sur de la désinformation grossière, visant à manipuler l'opinion par la peur.

Dans les deux cas, les méthodes sont les mêmes : des procédés antidémocratiques, qui visent à ridiculiser, insulter, désinformer. Et l'amplification fonctionne. Dans les deux cas, les arguments sont également les mêmes : dans leur conception du monde, l'école s'immiscerait dans les choix éducatifs des familles, et l'égalité entre les filles et les garçons ne serait qu'un combat militant. Il est urgent de réagir face à cette guerre idéologique et culturelle qui menace les droits des enfants. Nous devons réaffirmer que l'égalité filles-garçons est un droit fondamental reconnu par la loi française et par les traités internationaux.

Nécessité d'outils de politiques publiques

Dans un contexte post-#MeToo, quand le procès des violeurs de Mazan interroge en profondeur les processus sociaux ayant abouti à de telles atrocités, quand [au moins 160 000 enfants sont victimes d'inceste chaque année](#) et que les personnes LGBTQ sont deux à trois fois plus exposées à des violences que les personnes hétérosexuelles, comment peut-on sérieusement prétendre lutter efficacement contre les violences sexistes et sexuelles sans s'intéresser aux enjeux éducatifs ? Sans réfléchir aux messages que nous, adultes, adressons à nos filles et nos garçons ?

Nous appelons à la mobilisation de chacun-e, [pour défendre les projets qui font progresser l'égalité filles-garçons](#) et garantissent un enseignement protecteur, émancipateur et égalitaire à tous les enfants. Face aux inégalités et au sexisme systémiques de notre société, tous les outils de politiques publiques sont à poursuivre, approfondir, tester, évaluer : former les professionnel·les, réaménager l'espace public, appliquer la loi prévoyant des séances obligatoires d'Evans dans tous les établissements et adopter la proposition de loi intégrale contre les violences sexistes et sexuelles portée par de nombreuses associations féministes, etc. Nous assurons de notre soutien tou·tes les responsables qui s'efforceront de contrer l'extrême droite et ses médias : qu'ils et elles ne se laissent ni intimider, ni séduire.

Parmi les premiers signataires : Céline Calvès et Hélène Leffondré-Morel Parents & Féministes, Le planning familial, Anne-Cécile Mailfert Présidente de la Fondation des femmes, #NousToutes, Danielle Bousquet Présidente de la Fédération nationale des Centres d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF), Dominique Guillien Isenmann et Mine Günbay Présidente et directrice générale de la Fédération nationale solidarité femmes, Collectif Famille-s, Lyes Louffok Militant des droits de l'enfant et essayiste français, Arnaud Gallais Cofondateur de Mouv'Enfants, ancien membre de la Ciivise, Mouhamadou Professeur des écoles, créateur du compte @balancepourelabalance et auteur, Rachid Zerrouki Professeur et auteur, Guislaine David Co secrétaire générale et porte-parole de la FSU SNUipp, Coralie Benech SG du SNEP FSU, Coline Wiatrowski Co-secrétaire fédérale de SUD éducation, Catherine Nave-Bekhti secrétaire générale de la CFDT Education formation recherche publiques, Sophie Vénétiay Secrétaire générale du SNES-FSU, Béatrice Lestic Secrétaire nationale en charge de l'égalité et des droits des femmes pour la confédération CFDT, Victoire Tuailon Journaliste et podcasteuse (Le Cœur sur la Table), Lolita Rivé Institutrice et journaliste, autrice du documentaire audio «C'est quoi l'amour, maîtresse ?» (Le Cœur sur la Table), Lucile Biarrotte Docteure et consultante en urbanisme sensible au genre, Edith Marujouls Géographe du genre, autrice et fondatrice de l'Arobe, Elisabeth Allain-Moreno (SG Se-Unsa), Morgane Verviers (SG Se-Unsa) ...